GROUPEMENT DEPARTEMENTAL DES SERVICES DE SANTE DE LOIRE ATLANTIQUE

TOUS EN GREVE LE 7 MARS

ET EN MANIFESTATION à PARIS

⇒ **POUR LA DEFENSE DE L'HOPITAL PUBLIC**
⇒ **POUR LE RETOUR A L'ACCES AUX SOINS POUR TOUS**
⇒ **POUR LE MAINTIEN DE LA SECURITE SOCIALE**
⇒ **POUR L'AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES**

MANIFESTATION DEPARTEMENTALE A NANTES
A 14 H DEVANT L'ARS (délégation reçue), puis
MANIFESTATION vers le Conseil Départemental (délégation reçue vers 15h30) en passant devant le CHU

L'Hôpital Public et l'ensemble des secteurs sanitaires publics, privés non lucratifs et lucratifs, le médico-social et social public et privé connaissent une dégradation totale des conditions de travail (l'absentéisme flambe !) et de prise en charge des patients ou résidents.
Urgences débordées, Lits d'hospitalisation supprimés sous prétexte de développement de l'ambulatoire, interventions reportées, Plan de Retour à l'Equilibre, suppressions de postes, diminution de l'offre de soins, ponction de 300 millions par l'Etat sur le budget de formation (ANFH), etc … autant de mesures qui répondent à la politique d'austérité nationale dictée par le gouvernement et l'Europe. Et pourtant depuis des années les dividendes perçus par les actionnaires ne cessent d'augmenter. De l'argent il y en a !

Conséquences directes de cette insuffisance de financement : l'absentéisme flambe, les burn- out sont légion, les listes d'attente de patients s'allongent etc… Pour développer l'ambulatoire, des hôtels hospitaliers payants pour les patients sont créés, pour mieux supprimer des lits d'hôpitaux dont les séjours sont eux remboursés par la Sécurité Sociale.

Le 8 novembre, à l'initiative de FO, SUD et la CGT, rejoints par différentes associations professionnelles, la mobilisation des salariés dans la grève a été importante. Dans cette continuité et dans le cadre d'une plate-forme revendicative commune (cf au verso), ces 3 organisations syndicales ont décidé d'appeler à une nouvelle journée de grève le 7 mars, avec en point d'orgue une manifestation nationale à Paris. Les assurés sociaux sont invités à participer.

Le 7 mars s'inscrit dans la continuité du combat contre la loi travail et du succès de la journée du 8 novembre 2016, cet appel national constitue un pas supplémentaire dans la mise en œuvre de l'action commune pour la défense de l'hôpital et de l'action sociale, pour la défense de notre Sécurité Sociale.

D'ores et déjà nous savons que cette journée sera un succès. Les places de train se sont remplies rapidement et les cars réservés sont nombreux. Les fédérations de fonctionnaires FO, SUD et CGT appellent elles aussi à cette manifestation, de même que les syndicats FO et CGT de la Sécurité Sociale. Les UD FO soutiennent cette manifestation

La CFDT qui a compris que cette journée serait un succès veut aussi être de la partie. Elle est amnésique et semble oublier qu'elle a cautionné à 2 reprises une augmentation de la durée de cotisations pour la retraite ; qu'elle défend la loi EL Khomri qui casse le Code du Travail, nos statuts et nos conventions collectives; qu'elle vote des 2 bras le plan de financement de la Sécurité Sociale qui combiné à la mise en place des GHT (Groupements Hospitaliers de Territoire) conduira à la suppression de 16 000 lits de de 22 000 postes. Elle oppose à une plate- forme revendicative claire (cf. au verso) qu'elle ne soutient pas bien sûr un concert d'instruments de musique, sifflets, crécelles, vuvuzelas… casseroles et cuillères, etc. Nul ne doit être dupe !

FORCE OUVRIERE EXIGE la satisfaction des revendications de la plate- forme commune (cf. verso) et en particulier :

- L'abrogation de la loi H. P. S. T. qui a instauré entre autres les Agences Régionales de Santé, courroies de transmission des politiques dévastatrices mises en œuvre par les gouvernements successifs, qui tiennent à la gorge les directeurs hospitaliers, qui ont pour seule marge de manœuvre celle du poisson rouge dans son bocal.
- L'abrogation de la loi Santé, qui encadre notamment la mise en place des Groupements Hospitaliers de Territoire, amenant la territorialisation de l'offre de soins, des restructurations, la suppression de lits, de places et de personnels. Les Hospitaliers travaillant aux services des achats, service informatique et biomédical entre autre le verront rapidement
- Le maintien de l'ensemble des lits et places, des services et des emplois dans toutes les structures sanitaires, sociales et médico-sociales et la création des lits et places nécessaires sur notre département entre autres en pédopsychiatrie et en EHPAD.
- L'augmentation générale des salaires.

RÉSISTER ET NE PAS LÂCHER FO

Les organisations syndicales départementales CGT / FO / SUD :

- Dénoncent les restrictions budgétaires qui étranglent les budgets de fonctionnement des structures hospitalières, sociales et médico-sociales.

- Exigent l'abandon des plans d'économies de 3.5 milliards d'euros sur les hôpitaux.

- Revendiquent l'octroi des moyens budgétaires permettant aux établissements sanitaires, sociaux et médicosociaux d'assurer leur mission de service public, d'investir, d'embaucher en CDI et de titulariser nos collègues contractuels(les).

- Affirment vouloir défendre et améliorer les conventions collectives et les statuts.

- Exigent l'abrogation des ordres professionnels.

- Revendiquent la reconnaissance de la pénibilité de nos métiers et dénoncent la casse de ceux-ci

- Exigent l'augmentation des salaires dans les secteurs public et privé avec l'ouverture de vraies négociations sur les carrières. La garantie de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

- Affirment la nécessité d'un plan d'urgence emploi, formation initiale et continue pour pallier aux réels besoins en personnels qualifiés. Exigent le maintien de tous les instituts de formation (IFSI, IFAS, IFTS…) et le retrait de la ponction de 300 millions d'euros sur les fonds de formation de l'ANFH ainsi que le maintien des moyens financiers de l'UNIFAF.

- Exigent le respect des droits syndicaux et l'abandon des poursuites contre les syndicalistes.

- Revendiquent la préservation et le développement d'un service public républicain de santé, de proximité sur l'ensemble du territoire, garant d'une réelle égalité dans l'accès aux soins ; des politiques sanitaires et sociales à la hauteur des besoins de la population, quel que soit le lieu d'habitation.

Les organisations syndicales départementales CGT / FO / SUD confirment leur volonté, dans le cadre de l'action commune, de poursuivre résolument la construction d'une mobilisation nationale de nos branches professionnelles soutenue par leurs structures interprofessionnelles, pour créer un axe de résistance supplémentaire aux politiques d'austérité et de régressions sociales qui dégradent fortement les conditions de prise en charge, de travail et de vie personnelle des salariés.

COMME CONVENU LORS DE L'INTERSYNDICALE CGT, FO, SUD DU 8 FEVRIER 2017 :

MANIFESTATION DEPARTEMENTALE A NANTES
A 14 H DEVANT L'ARS (délégation reçue), puis
MANIFESTATION vers le Conseil Départemental (délégation reçue vers 15h30) en passant devant le CHU